



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Département des Etudes Economiques et de la Monnaie**  
Direction des Etudes

## **CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA AU MOIS D'AVRIL 2006**



---

## SOMMAIRE

APERÇU GENERAL.....	3
<b>I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....</b>	<b>4</b>
<b>II - CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UNION.....</b>	<b>5</b>
II - 1 Activité agricole.....	5
II - 2 Activités industrielle et commerciale.....	7
II - 3 Prix à la consommation.....	9
II - 4 Finances publiques.....	10
II - 5 Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire.....	13
II - 5 - 1 Situation monétaire.....	13
II - 5 - 2 Opérations sur le marché interbancaire.....	16
II - 6 Evolution du marché financier régional.....	16
II - 7 Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures .....	18
<b>LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>19</b>

---

## APERÇU GENERAL

L'environnement économique international au cours du mois d'avril est caractérisé par la bonne tenue de l'activité dans la plupart des pays industrialisés, dans un contexte marqué par la persistance des tensions inflationnistes liées à la hausse des prix du pétrole. Toutefois, au plan monétaire, les principales banques centrales ont maintenu inchangés leurs taux directeurs durant le mois. Sur les marchés financiers, les évolutions ont été contrastées. Les indices ont été orientés à la hausse aux Etats-Unis tandis que des baisses ont été observées dans la Zone euro et au Japon.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, l'activité continue de bénéficier des effets positifs de la bonne campagne agricole 2005/2006 marquée par une hausse de 9,1% de la production vivrière. Le niveau général des prix est ressorti en hausse en rythme mensuel de 0,5% en avril 2006 contre 0,3% en mars 2006. En glissement annuel, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à 2,9% à fin avril et fin mars 2006.

La production industrielle dans l'Union s'est accrue de 7,4%, en glissement annuel, au terme des quatre premiers mois de l'année, en liaison essentiellement avec la bonne tenue des industries extractives.

Le profil des agrégats monétaires est caractérisé par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires et de la masse monétaire et une baisse du crédit intérieur.

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, les indices *BRVM<sub>10</sub>* et *BRVM composite* se sont respectivement accrus de 2,1% et de 1,6%, s'établissant à 192,24 points et 138,04 points contre 188,20 points et 135,89 points le mois précédent, enregistrant leur septième augmentation mensuelle consécutive.

Quatre Etats membres de l'Union, à savoir le Bénin, le Burkina, le Mali et le Niger, exécutent des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. Le cumul des tirages effectués à fin avril 2006 par ces Etats s'élève à 19,9 millions de DTS ou 15,6 milliards de FCFA.

---

## I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique international est caractérisé par la bonne tenue de l'activité dans la plupart des pays industrialisés dans un contexte marqué par la persistance des tensions inflationnistes liées à la hausse des prix du pétrole.

**Aux Etats-Unis**, l'indice synthétique PMI du secteur manufacturier a augmenté en avril 2006 à 57,3 points contre 55,2 points en mars. Une évolution similaire a été observée dans le secteur non manufacturier, l'indice y afférent étant ressorti à 63,0 points en avril contre 60,5 points en mars. Les ventes de détail ont progressé de 0,5% en rythme mensuel. Le taux de chômage est resté stable par rapport au mois précédent à 4,7%.

**Dans la zone euro**, l'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier a poursuivi sa hausse au mois d'avril, ressortant à 56,7 points, après 56,1 points en mars, soit le niveau le plus élevé depuis septembre 2000. L'indice PMI du secteur des services a légèrement progressé au cours de la période sous revue à 58,3 points après 58,2 points en mars. Le taux de chômage est resté stable à 8,0% en avril.

**Au Japon**, les commandes de machines ont fortement rebondi en avril, en hausse de 6,3% après une légère baisse en mars (-0,7%). L'indice d'activité du secteur tertiaire a augmenté en avril (1,3% en variation mensuelle). Le taux de chômage est demeuré stable à 4,1%.

**L'évolution des prix** est marquée par une hausse de l'inflation liée à l'augmentation des cours du pétrole. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à 3,5%, en avril 2006 contre 3,4% en mars. En zone euro, l'indice des prix à la consommation harmonisé a progressé de 2,4% en avril après 2,2% en mars 2006. Au Japon, le taux d'inflation est ressorti à 0,4% en avril contre 0,3% en mars 2006.

Les **banques centrales** des principaux pays industrialisés ont maintenu inchangés, au cours de la période sous revue, leurs taux directeurs. Ainsi, la Réserve fédérale des Etats-Unis a maintenu la cible du taux des Fed funds à 4,75%. De même, la Banque Centrale Européenne a laissé inchangé à 2,5% son principal taux de refinancement. La Banque du Japon a maintenu l'orientation de sa politique monétaire depuis sa décision prise en mars 2006 d'abandonner son objectif de liquidité.

Sur le **marché des changes**, l'euro a progressé contre les principales devises. En particulier, les perspectives d'une pause dans la hausse des taux directeurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis et les inquiétudes concernant les déséquilibres extérieurs américains ont contribué à la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro. La monnaie unique européenne s'est établie à 1,2537 dollar à fin avril 2006 contre 1,2104 dollar à fin mars 2006, soit une appréciation de 3,6%. Elle s'est raffermie vis-à-vis du yen, ressortant à 143,29 unités pour un euro contre 142,42 unités en mars. En revanche, vis-à-vis de la livre sterling, la monnaie unique européenne s'est légèrement dépréciée de 0,3% en avril 2006, à 0,6942 livre.

---

---

Les **marchés financiers** ont connu des évolutions contrastées. Ainsi, aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones a clôturé le mois d'avril 2006 à 11.367,1 points, soit une hausse mensuelle de 2,3%. Durant la même période, le Nasdaq composite, indice des valeurs des nouvelles technologies, s'est réplié de 0,7% à 2.322,6 points. L'indice Eurostoxx 50 des principales valeurs industrielles a reculé de 0,4% durant la période sous revue à 3.839,9 points. L'indice Nikkei a également baissé de 0,9% à 16.906,2 points.

Les **cours des matières premières** exportées par les pays de l'Union ont également connu au cours de la période sous revue des évolutions contrastées. Les cours du coton et du caoutchouc se sont repliés de 2,0% et 0,6% respectivement. La baisse des cours du coton est liée à la publication de statistiques indiquant une hausse de la production mondiale. Les cours des huiles végétales se sont également inscrits en baisse. Ainsi, les cotations de l'huile d'arachide, de palme et de palmiste ont reculé de 0,3%, 0,1% et 2,0% respectivement. Les cours du café et du cacao ont augmenté de 0,3% et 0,6% au cours de la période sous revue. En revanche, les cotations du pétrole et de l'or ont poursuivi leurs tendances haussières progressant de 9,4% et 9,2% respectivement. L'évolution des cours du pétrole est liée à l'intensification des tensions entre l'Iran et les puissances nucléaires. La hausse du cours de l'or est, quant à elle, imputable à celle de la demande.

## **II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UNION**

L'activité économique est marquée par la bonne orientation de la production industrielle et du commerce, induite par les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2005/2006.

### **II.1 Activité agricole**

La campagne agricole 2005/2006 a été meilleure que la précédente dans la plupart des pays de l'Union, en liaison avec la régularité des précipitations et une bonne répartition spatio-temporelle. La production vivrière de l'Union est en hausse de 9,1%, après une baisse de 3,6% en 2004/2005.

Au *Bénin*, les résultats préliminaires de la campagne indiquent une baisse de 2,6% de la production vivrière à 6.623.000 tonnes, après la hausse de 11,3% enregistrée lors de la campagne précédente. Au *Burkina*, la production vivrière ressortirait à 3.649.530 tonnes au terme de la campagne 2005/2006, représentant une progression de 24,7% contre un repli de 19,4% la campagne précédente, en liaison avec l'augmentation des surfaces emblavées, l'abondance et la bonne répartition des pluies. En *Côte d'Ivoire*, la production des principales cultures vivrières s'accroîtrait de 2,8% pour s'établir à 9.451.329 tonnes. Les résultats de la production des principales cultures vivrières en *Guinée-Bissau* laissent apparaître un niveau de production de 223.348 tonnes, en augmentation de 29,5% par rapport aux réalisations de la campagne 2004/2005. Au *Mali*, les estimations de la campagne 2005/2006 font état d'une production vivrière de 3.367.200 tonnes, en hausse de 18,4% après le repli de 16,1%

---

---

enregistré la campagne précédente. Après la contraction de 23,7% en 2004/2005, la production vivrière au *Niger* ressortirait en hausse de 37,2% au titre de la campagne 2005/2006, s'établissant à 3.741.200 tonnes. Au *Sénégal*, les estimations font état d'une hausse de 4,5% de la production vivrière d'une campagne à l'autre, s'établissant à 1.864.000 tonnes. La production vivrière au *Togo* s'établirait à 2.345.200 tonnes en 2005/2006, soit une hausse de 5,5% par rapport à la campagne précédente.

Pour les cultures d'exportation, les résultats de la campagne 2005/2006 varient d'une culture à l'autre. Les productions d'arachide, de café et de noix de cajou sont ressorties en hausse. En revanche, celles de coton et de cacao se sont inscrites en recul par rapport à la campagne précédente.

Ainsi, les **récoltes d'arachide** sont estimées à 1.440.954 tonnes, en augmentation de 1,4% par rapport à la campagne précédente. La hausse la plus importante a été enregistrée au *Sénégal* où la production s'est établie à 703.300 tonnes, soit une progression de 16,7% d'une campagne à l'autre, en liaison avec les mesures de soutien à la production, notamment les subventions sur les prix des semences et l'amélioration de leur qualité. Au *Mali*, la production est quasiment stable d'une année à l'autre à 212.200 tonnes. En revanche, au *Burkina*, la production d'arachide reculerait de 10,1% par rapport aux réalisations de la campagne 2004/2005 pour se situer à 220.500 tonnes.

La production de **café** ressortirait à 175.500 tonnes contre 104.200 tonnes un an auparavant, soit une hausse de 68,5%. Cette évolution traduit la hausse de 73,9% des récoltes en *Côte d'Ivoire* et de 8,1% au *Togo*. La production s'établirait dans ces pays respectivement à 166.200 tonnes et 9.300 tonnes au cours de la campagne agricole 2005/2006, contre 95.600 tonnes et 8.600 tonnes la campagne précédente.

En liaison avec les difficultés financières des filières dans la plupart des Etats, la production de **coton-graine** de l'Union reculerait de 10,7% pour s'établir à 1.969.292 tonnes contre 2.205.893 tonnes la campagne précédente.

Au *Bénin* et au *Togo*, la production de coton-graine atteindrait 200.000 tonnes et 90.000 tonnes, respectivement en baisse de 53,1% et 47,8% par rapport à la campagne précédente. Au *Bénin*, la baisse est liée aux difficultés de gestion de la filière. Au *Togo*, ce recul est imputable en partie aux retards accusés dans les règlements des achats aux producteurs et dans l'évacuation des produits de la campagne précédente, conjugués aux mauvaises conditions pluviométriques enregistrées dans la partie méridionale du pays. La production cotonnière ressortirait en baisse de 8,3% au *Mali*, à 536.700 tonnes. Au *Burkina*, il est attendu une production cotonnière de 751.000 tonnes, ce qui ferait de ce pays le premier producteur de coton de l'Union. Ce niveau de production traduit une hausse de 17,0% par rapport à la campagne précédente, en liaison avec l'augmentation des superficies emblavées et des

---

---

rendements. En *Côte d'Ivoire*, les récoltes de coton sont estimées en augmentation de 2,8%, à 336.200 tonnes. Au *Niger* et au *Sénégal*, la production de coton-graine est estimée en hausse de 4,1% et 13,4% pour s'établir respectivement à 10.400 tonnes et 45.000 tonnes.

La production de **noix de cajou** en *Guinée-Bissau* s'accroîtrait de 10,0% à 126.500 tonnes.

La production de **cacao** de l'Union ressortirait en repli de 2,5% à 1.258.100 tonnes, induit par la chute de même ampleur de la production en *Côte d'Ivoire* et de 2,7% au *Togo*. La production cacaoyère ressortirait à 1.254.510 tonnes en *Côte d'Ivoire* et à 3.600 tonnes au *Togo*.

## **II.2. Activités industrielle et commerciale**

La production industrielle dans l'Union s'est accrue de 7,4%, en glissement annuel, sur les quatre premiers mois de l'année 2006, en liaison avec la bonne tenue des industries extractives. A la période correspondante de l'année précédente, elle avait enregistré une hausse de 0,5%. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays à l'exception du Burkina et du Sénégal.

Par pays, la situation se présente comme suit.

Au **Bénin**, la production industrielle est ressortie en hausse de 7,6% sur les quatre premiers mois de l'année 2006 par rapport à la période correspondante de l'année 2005. Cette évolution est imputable à la branche manufacturière notamment aux « produits alimentaires et boissons » qui représentent 61,4% de l'indice global et dont la progression s'est établie à 30,8%. La baisse de 6,2% de la production d'électricité, de gaz et d'eau a cependant atténué la progression de l'indice global.

Au **Burkina**, l'indice de la production industrielle a connu une baisse de 1,0% sur les quatre premiers mois de l'année 2006 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ce recul est lié au repli de 3,1% des industries manufacturières. La contre-performance de ce secteur est liée aux industries agro-alimentaires, en retrait de 8,5%. En revanche, la hausse de 17,8% de la production d'électricité, de gaz et d'eau a atténué la baisse de l'indice global.

En **Côte d'Ivoire**, la production industrielle a enregistré une hausse de 9,4% sur les quatre premiers mois de l'année 2006, essentiellement imputable à la forte progression de l'indice des industries extractives. En effet, l'activité a enregistré une hausse de 227,2% dans ce secteur, du fait de l'accroissement de la production du champ pétrolier et gazier « BAOBAB ». En revanche, la branche « industries manufacturières » s'est inscrite en repli de 2,6%. Le recul de la production manufacturière est imputable aux industries agro-alimentaires et aux industries textiles, leurs sous-indices s'étant repliés de 7,7% et 36,6% respectivement. Toutefois, le sous-indice produits pétroliers raffinés est ressorti en hausse de 6,4% en rapport avec l'intensification de la demande, induite par les activités de transport sur l'ensemble du

---

---

territoire. La branche « électricité, gaz et eau » s'est, pour sa part, repliée de 4,5%, en liaison avec le recul des exportations d'électricité vers les pays de la sous-région.

Au **Mali**, la production industrielle a enregistré une forte progression, en glissement annuel, sur les quatre premiers mois de l'année 2006, ressortant en hausse de 40,5% par rapport à la période correspondante de 2005. L'activité industrielle est marquée par la bonne tenue des industries manufacturières et extractives, ressorties en hausse de 58,3% et 30,5% respectivement. L'évolution des industries manufacturières est imputable aux industries textiles qui ont enregistré une hausse de 66,0% sur la période.

Au **Niger**, l'indice de la production industrielle s'est accru de 13,0% au cours de la période sous revue comparativement à la période correspondante de l'année 2005. Ce résultat reflète la bonne tenue des branches « industries manufacturières » et « industries extractives », ressorties en hausse de 23,5% et 22,6% respectivement. L'évolution de la branche « industries manufacturières » est liée notamment aux « industries agro-alimentaires » et aux « produits chimiques », en hausse de 100,8% et 10,4% respectivement.

Au **Sénégal**, l'indice de la production industrielle a enregistré un recul de 16,0%, en glissement annuel, sur les quatre premiers mois de l'année 2006. Ce résultat traduit les baisses observées dans les branches « industries manufacturières » et « industries extractives » de 18,3% et 21,4% respectivement. L'évolution de la branche manufacturière est liée aux contre-performances des industries agro-alimentaires et chimiques, en retrait de 13,4% et 58,0% respectivement. La hausse de 2,5% de la production d'électricité, de gaz et d'eau a toutefois contribué à atténuer la baisse de l'indice global.

Au **Togo**, l'indice de la production industrielle est ressorti en hausse de 5,3% au terme des quatre premiers mois de l'année, comparativement à la même période de 2005. Cette progression traduit essentiellement les bonnes performances de la branche « électricité, gaz et eau », dont le sous-indice est ressorti en hausse de 11,7%. Ce secteur a bénéficié d'un rebond de la demande de gaz industriel. Le secteur des industries manufacturières a également connu une hausse de 1,5%. En revanche, la branche « industries extractives » a enregistré une baisse de 2,9%.

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a progressé de 4,9% sur les quatre premiers mois de l'année 2006. L'activité commerciale a été bien orientée dans l'ensemble des pays, à l'exception du Togo. Ainsi, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a enregistré une hausse de 2,0% au Bénin, 23,9% au Burkina, 3,2% en Côte d'Ivoire, 11,6% au Mali, 39,9% au Niger et 4,2% au Sénégal. Au Togo, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a baissé de 6,9%.

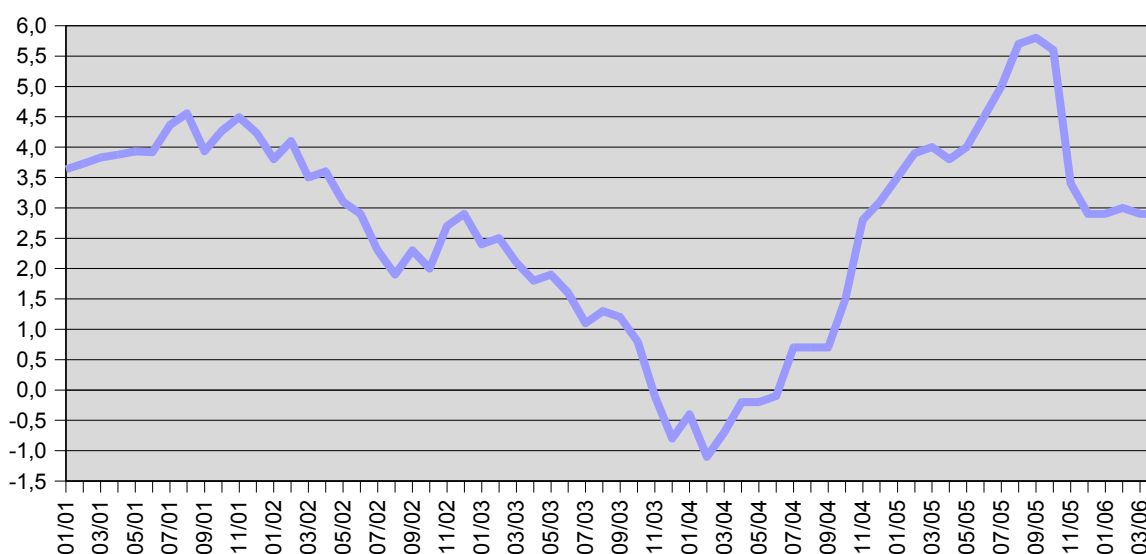
---



### II.3. Prix à la consommation

Le niveau général des prix est ressorti en hausse en rythme mensuel de **0,5%** en **avril 2006**. Cette évolution résulte du renchérissement des céréales et des tubercules dans la plupart des pays. Par ailleurs, le relèvement des coûts des produits pétroliers, notamment au Bénin, au Burkina, au Niger et au Sénégal, a contribué à l'augmentation des prix. La progression a été atténuée par le repli saisonnier des prix des produits de la pêche au Niger et au Sénégal et par la réduction de 25,0% du tarif des appels téléphoniques locaux au Bénin.

**UEMOA : Evolution des prix à la consommation  
(glissement annuel)**



Le niveau général des prix à la consommation est ressorti en hausse, en variation mensuelle, de 1,0% au **Bénin**, 0,9% au **Burkina**, 0,7% en **Côte d'Ivoire** et 1,4% au **Togo**. Dans ces pays, l'évolution des prix est liée au renchérissement des produits alimentaires. Par ailleurs, une hausse a été enregistrée dans la composante « transports » au Burkina et en Côte d'Ivoire.

En **Guinée-Bissau** et au **Mali**, le niveau général des prix a enregistré des progressions de 0,1% et 0,4% respectivement. La composante « alimentation » est ressortie en hausse de 0,5% au Mali.

En revanche, au **Niger** et au **Sénégal**, le niveau général des prix a baissé de 0,2% et 0,3% respectivement, en liaison avec le recul des prix des produits alimentaires qui ont enregistré un repli de 0,3% au Niger et de 0,8% au Sénégal.

En glissement annuel, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à 2,9% en avril 2006. Par pays, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est situé à fin avril 2006 à 5,2% au Bénin, 3,0% au Burkina, 2,5% en Côte d'Ivoire, 1,4% en Guinée-Bissau, 2,5% au Mali, 1,2% au Niger, 3,2% au Sénégal et 3,6% au Togo.

---

## II.4. Finances publiques

La situation d'ensemble des finances publiques masque des évolutions contrastées d'un Etat à l'autre. Par pays, elle se présente comme ci-après :

Au **Bénin**, les opérations financières de l'Etat se sont soldées à fin mars 2006 par un excédent, base engagements, hors dons, de 18,9 milliards contre un excédent de 22,2 milliards l'année précédente, soit une diminution de 3,3 milliards, induite essentiellement par l'évolution des dépenses. Les dépenses budgétaires et prêts nets ont enregistré une hausse de 12,8% en se chiffrant à 67,2 milliards, en liaison principalement avec l'accroissement des prêts nets et des dépenses en capital. Celles-ci se sont établies à 6,1 milliards contre 3,3 milliards un an auparavant, tandis que les prêts nets se sont améliorés de 4,5 milliards pour ressortir à 3,4 milliards. Les dépenses courantes, pour leur part, ont connu une quasi-stagnation, en s'établissant à 57,7 milliards. Quant aux recettes budgétaires, elles se sont inscrites en hausse de 5,1%, ressortant à 86,0 milliards en mars 2006. Les recettes fiscales ont progressé de 6,0% pour se chiffrer à 78,5 milliards. Les recettes non fiscales ont connu une évolution quasi-constante, en se situant à 7,4 milliards. Aucun don n'a été mobilisé sur la période sous-revue.

Au **Burkina**, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin mars 2006, s'est soldée par une réduction du déficit global, base engagements, hors dons. Celui-ci est ressorti à 64,4 milliards contre 72,0 milliards un an plus tôt, sous l'effet de toutes les composantes. Les recettes budgétaires ont augmenté de 21,0% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 87,9 milliards, suite aux mesures prises dans le cadre de l'intensification des efforts de recouvrement des recettes fiscales. En effet, les recettes fiscales ont connu une hausse de 21,0%, se situant ainsi à 83,7 milliards. Les recettes non fiscales ont enregistré une légère progression de 0,7 milliard pour s'établir à 4,2 milliards. Pour leur part, les dépenses totales et prêts nets ont atteint 152,3 milliards contre 144,7 milliards à fin mars 2005, soit une hausse de 5,3%, imputable essentiellement à l'évolution des dépenses courantes. Celles-ci ont enregistré une hausse de 17,7% d'une année à l'autre, du fait principalement de l'accroissement de 7,7 milliards de la masse salariale. Pour leur part, les dépenses en capital se sont repliées de 12,0%, ressortant à 61,8 milliards, en liaison avec le rythme relativement lent d'exécution des projets prioritaires retenus dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

En **Côte d'Ivoire**, le solde global, base engagements, hors dons, est ressorti excédentaire de 66,9 milliards à fin mars 2006 contre un excédent de 63,9 milliards à la même période de l'année précédente. Cette évolution résulte d'un accroissement des recettes totales plus important que celui des dépenses et prêts nets. En effet, les recettes totales se sont inscrites en augmentation de 25,2 milliards, induite notamment par l'accroissement de 21,0 milliards ou

---

---

6,8% des recettes fiscales. Pour leur part, les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 12,7 milliards (+5,0%), du fait principalement de la progression des dépenses de fonctionnement de l'Etat, notamment celles liées aux prestations sociales. Quant aux dépenses en capital, elles se sont accrues de 11,2 milliards, passant de 3,4 milliards en mars 2005 à 14,6 milliards en mars 2006, en liaison avec le démarrage du processus de réhabilitation des infrastructures socio-économiques.

En **Guinée-Bissau**, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin mars 2006 s'est traduite par une quasi-stabilisation du déficit, base engagements, hors dons, à 2,1 milliards. Les dépenses totales et prêts nets, qui se sont chiffrés à 7,7 milliards à fin mars 2006, ont accusé une hausse de 0,9 milliard. Les dépenses courantes se sont établies à 6,8 milliards contre 6,6 milliards un an plus tôt. Les dépenses en capital n'ont pu être exécutées qu'à hauteur de 0,1 milliard. Pour leur part, les recettes budgétaires et dons se sont élevés à 7,9 milliards, en progression de 2,6 milliards par rapport à mars 2005, en liaison principalement avec l'évolution des dons. En effet, les dons mobilisés, ressortis à 2,3 milliards, sont en augmentation de 1,6 milliard. Les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 0,8 milliard, s'élevant à 4,0 milliards en mars 2006, en relation avec l'intensification des efforts de recouvrement des recettes par les régies financières. Quant aux recettes non fiscales, elles ont légèrement progressé de 0,2 milliard en s'établissant à 1,6 milliard.

Au **Mali**, les opérations financières de l'Etat réalisées à fin mars 2006 se sont soldées par un déficit, base engagements, hors dons, de 6,5 milliards en mars 2006, en réduction de 18,0 milliards par rapport au solde enregistré à la même période de l'année précédente. Cette situation s'explique principalement par un rythme d'exécution des dépenses relativement modéré. Les dépenses courantes sont demeurées quasi-stables d'une année à l'autre. La masse salariale s'est établie à 33,0 milliards, soit un accroissement de 3,8%, consécutif à la revalorisation des salaires et aux recrutements dans les secteurs sociaux. Quant aux dépenses en capital, elles se sont inscrites en baisse de 21,0 milliards, du fait du faible niveau des investissements financés sur ressources extérieures. Pour leur part, les recettes budgétaires sont en repli de 5,6% par rapport aux réalisations à la même période de l'année précédente, ressortant à 107,3 milliards, en liaison avec un niveau insuffisant de recouvrement des recettes fiscales.

Au **Niger**, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin mars 2006 s'est soldée par une aggravation du déficit, base engagements, hors dons, par rapport à son niveau de mars 2005. En effet, celui-ci est ressorti à 23,0 milliards contre 21,2 milliards un an plus tôt. Cette évolution est imputable à l'augmentation des dépenses totales et prêts nets, qui se sont chiffrés à 74,0 milliards, en hausse de 18,8%, en relation avec l'évolution des dépenses courantes et des dépenses en capital. Les dépenses courantes ont augmenté de 17,0%, pour se chiffrer à 45,3 milliards. De même, les dépenses en capital ont progressé de 20,6%, en s'établissant à 28,7 milliards, à la suite de l'accélération de l'exécution des dépenses

---

---

prioritaires. Les recettes budgétaires se sont établies à 51,0 milliards contre 41,1 milliards au terme de la même période de l'année précédente, soit une hausse de 9,9 milliards, en liaison notamment avec l'accroissement des recettes fiscales. Celles-ci ont enregistré une progression de 25,7% d'une année à l'autre, en ressortant à 49,4 milliards.

Au **Sénégal**, le solde global des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire de 45,6 milliards à fin mars 2006 contre un déficit de 25,4 milliards à la période correspondante de l'année précédente, soit une dégradation de 20,2 milliards. Cette détérioration du déficit budgétaire est imputable essentiellement à l'expansion des dépenses courantes, du fait des subventions et transferts à certaines entreprises en difficulté. Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 266,1 milliards contre 218,7 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des dépenses courantes, notamment des autres dépenses de fonctionnement. Les dépenses courantes se sont accrues de 33,9 milliards, pour s'établir à 175,2 milliards à fin mars 2006, en rapport principalement avec les subventions et transferts aux entreprises en difficulté et, dans une moindre mesure, la mise en oeuvre des mesures relatives à l'augmentation des salaires et au recrutement de fonctionnaires. Pour leur part, les dépenses d'investissement ont enregistré une augmentation de 4,9 milliards pour se fixer à 80,1 milliards, en relation avec la mise en oeuvre des programmes destinés à la lutte contre la pauvreté. Les dépenses d'investissement financées sur ressources internes ont connu une progression de 20,1 milliards, pour s'élever à 51,2 milliards. Les recettes totales et dons se sont élevés à 230,1 milliards contre 205,5 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 11,7%. Les recettes fiscales se sont fixées à 213,8 milliards, en hausse de 12,1% ou 23,1 milliards par rapport à fin mars 2005, du fait de l'amélioration des performances des régies financières. En ressortant à 9,6 milliards à fin mars 2006, les dons se sont inscrits en baisse de 2,6 milliards par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente.

Au **Togo**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée, à fin décembre 2005, par un déficit global, base engagements, hors dons, de 3,3 milliards contre un excédent de 1,9 milliard l'année précédente. Les recettes et dons se sont situés à 175,6 milliards en 2005 contre 179,5 milliards l'année précédente, soit une baisse de 3,9 milliards. Les recettes fiscales ont diminué de 8,3 milliards, pour s'établir à 152,7 milliards, en relation principalement avec l'évolution de l'activité économique. En revanche, les recettes non fiscales se sont chiffrées à 12,3 milliards, en hausse de 1,6 milliard d'une année à l'autre. Les dons mobilisés ont atteint 10,6 milliards, en hausse de 2,8 milliards par rapport au niveau atteint en 2004.

Les dépenses et prêts nets ont enregistré une réduction de 1,5 milliard par rapport aux réalisations de 2004, pour se chiffrer à 168,3 milliards en 2005. Les dépenses courantes se sont inscrites en baisse de 12,5% pour s'établir à 134,7 milliards. Les dépenses en capital ont augmenté de 17,8 milliards pour se fixer à 33,6 milliards en 2005, en rapport avec l'intensification des efforts d'investissements publics. Les dépenses d'investissements sur ressources internes se sont accrues de 11,3 milliards pour se situer à 14,4 milliards. Les

---

---

dépenses courantes ont représenté 13,0% du PIB contre 14,8% un an plus tôt, tandis que le taux d'investissement public a plus que doublé, en ressortant à 3,3% contre 1,5% en 2004. Des arriérés de paiement extérieurs ont été accumulés à hauteur de 14,7 milliards.

## **II.5. Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire**

### **II.5.1. Situation monétaire**

Selon les informations disponibles, la situation monétaire de l'Union à fin mars 2006, comparée à celle à fin février 2006, est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires et de la masse monétaire et une baisse du crédit intérieur.

Par pays, les évolutions suivantes ont été constatées.

Au **Bénin**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 434,4 milliards à fin mars 2006 contre 442,9 milliards un mois plus tôt, soit une diminution de 8,5 milliards ou 1,9%, liée essentiellement à la baisse de 7,7 milliards des avoirs de la Banque Centrale. La diminution des avoirs extérieurs de la BCEAO résulte de celle des avoirs extérieurs bruts. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires a augmenté de 72,3 milliards ou 20,0%.

*L'encours du crédit intérieur* a augmenté de 32,3 milliards, pour se situer à 253,1 milliards à fin mars 2006 contre 220,8 milliards un mois auparavant. La Position Nette du Gouvernement s'est détériorée de 34,2 milliards, du fait essentiellement de l'augmentation des dettes de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, notamment des concours des banques à l'Etat. Les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 1,9 milliard ou 0,5%, en ressortant à 363,3 milliards en mars 2006. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 44,3 milliards ou 13,9%.

*La masse monétaire*, pour sa part, est en hausse de 10,8 milliards ou 1,7%, pour se situer à 651,9 milliards en mars 2006. En glissement annuel, elle a augmenté de 93,2 milliards ou 16,7%.

Au **Burkina**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 227,9 milliards en mars 2006, en hausse de 28,9 milliards par rapport aux réalisations du mois précédent, en raison principalement de celle de 22,0 milliards des avoirs de la Banque Centrale. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie en baisse de 1,3 milliard ou 0,6%.

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 483,5 milliards en mars 2006 contre 487,6 milliards à fin février 2006, soit une baisse de 4,1 milliards ou 0,8%. Cette évolution traduit la baisse de 2,9 milliards ou 0,6% des crédits à l'économie. L'amélioration de 1,2 milliard de la Position Nette du Gouvernement s'explique essentiellement par le recul des concours du FMI. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 66,3 milliards ou 15,1%.

---

---

*La liquidité globale* s'est établie à 646,8 milliards en mars 2006 contre 635,5 milliards en février 2006, marquant ainsi une hausse de 11,3 milliards. En glissement annuel, la masse monétaire s'est repliée de 15,9 milliards ou 2,4%.

En **Côte d'Ivoire**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont situés à 830,3 milliards en mars 2006 contre 784,4 milliards le mois précédent, soit une hausse de 45,9 milliards, imputable à celle de 52,8 milliards des avoirs de la Banque Centrale atténuée par la baisse de 6,9 milliards de la position extérieure nette des banques. L'augmentation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale traduit essentiellement celle des avoirs extérieurs bruts.

*L'encours du crédit intérieur* est ressorti à 1.459,4 milliards en mars 2006 contre 1.490,7 milliards en février 2006, soit un recul de 31,3 milliards, en liaison avec la baisse de 45,5 milliards des crédits à l'économie atténuée par la détérioration de 14,3 milliards de la Position Nette du Gouvernement. Cette évolution est imputable aux crédits ordinaires de court terme qui ont enregistré, d'un mois à l'autre, une baisse de 47,9 milliards. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 25,5 milliards ou 2,4%.

*La masse monétaire*, en hausse de 15,6 milliards, s'est fixée à 2.073,8 milliards à fin mars 2006. Par rapport à mars 2005, la liquidité globale a enregistré une hausse de 10,5%.

En **Guinée-Bissau**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 39,3 milliards à fin mars 2006 contre 32,5 milliards à fin février 2006, soit une hausse de 6,8 milliards liée à celle de 3,4 milliards des avoirs de la Banque Centrale et de 3,4 milliards de ceux des banques. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 9,3 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 15,8 milliards en mars 2006 contre 16,2 milliards le mois précédent, soit une baisse de 0,4 milliard, en liaison essentiellement avec l'amélioration de la Position Nette du Gouvernement. Les crédits à l'économie sont restés stables. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont augmenté de 1,5 milliard.

*La masse monétaire* s'est établie à 53,2 milliards au cours de la période sous revue contre 51,7 milliards en février 2006, soit une hausse de 1,5 milliard ou 2,9%. En glissement annuel, elle s'est accrue de 11,8 milliards ou 28,5%.

Au **Mali**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires sont en hausse de 6,4 milliards pour s'établir à 466,4 milliards contre 460,0 milliards à fin février 2006. Cette augmentation est liée à celle de 3,2 milliards des avoirs de la Banque Centrale et de 3,4 milliards de ceux des banques. En glissement annuel, la position extérieure nette des institutions monétaires a augmenté de 82,4 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* est ressorti à 423,6 milliards à fin mars 2006 contre 416,3 milliards le mois précédent, soit une hausse de 7,3 milliards, en liaison essentiellement avec la détérioration de 6,8 milliards de la Position Nette du Gouvernement. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 54,3 milliards ou 10,0%.

---

---

*La masse monétaire*, en hausse de 7,7 milliards, s'est établie à 816,8 milliards à fin mars 2006 contre 809,1 milliards en février 2006. Par rapport à mars 2005, la liquidité globale a augmenté de 11,1 milliards ou 1,4%.

Au **Niger**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires sont ressortis à 135,6 milliards à fin mars 2006 contre 134,9 milliards à fin février 2006, soit une hausse de 0,7 milliard. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 101,5 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 139,3 milliards en mars 2006 contre 135,6 milliards en février 2006, soit une augmentation de 3,7 milliards ou 2,7%. Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 5,7 milliards, en se situant à 132,6 milliards. Par contre, la Position Nette du Gouvernement s'est améliorée de 1,9 milliard, atténuant l'impact de la progression des crédits à l'économie. Par rapport à mars 2005, les crédits à l'économie se sont accrus de 27,0 milliards ou 25,6%.

*La masse monétaire* s'est établie à 265,4 milliards en mars 2006 contre 258,4 milliards un mois plus tôt, soit une augmentation de 7,0 milliards ou 2,7%. En glissement annuel, la liquidité globale a enregistré une hausse de 48,0 milliards ou 22,1%.

Au **Sénégal**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions bancaires sont restés quasiment stables, en s'établissant à 731,3 milliards à fin mars 2006 contre 730,9 milliards à fin février 2006. Sur une base annuelle, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une augmentation de 25,7 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est établi à 953,1 milliards à fin mars 2006 contre 929,7 milliards un mois auparavant, soit une hausse de 23,4 milliards ou 2,5%, à la suite de la détérioration de 36,4 milliards de la Position Nette du Gouvernement, dont l'impact a été atténué par la baisse de 12,9 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, l'encours des crédits à l'économie est en hausse de 199,6 milliards ou 23,6%.

*La masse monétaire* s'est inscrite à 1.550,0 milliards en mars 2006 contre 1.528,1 milliards à fin février 2006, soit une augmentation de 21,9 milliards. Comparée à la même période de l'année précédente, la liquidité globale s'est accrue de 5,3%.

Au **Togo**, *la position extérieure nette* des institutions monétaires s'est établie à 186,0 milliards à fin mars 2006 contre 154,2 milliards à fin février 2006, soit une augmentation de 31,8 milliards, en raison essentiellement de la hausse de 23,6 milliards des avoirs de la Banque Centrale. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 62,4 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est fixé à 166,2 milliards à fin mars 2006 contre 210,1 milliards un mois auparavant, soit un recul de 43,9 milliards ou 20,9%, en liaison essentiellement avec le recul de 46,5 milliards des crédits à l'économie, dont l'impact a été atténué par la détérioration de 2,6 milliards de la Position Nette du Gouvernement. Par rapport à fin mars 2005, les crédits à l'économie se sont inscrits en baisse de 2,3 milliards ou 1,4%.

---

---

*La masse monétaire* a enregistré une baisse de 20,9 milliards ou 6,0%, en ressortant à 326,3 milliards à fin mars 2006 contre 347,2 milliards un mois plus tôt. En glissement annuel, la masse monétaire s'est accrue de 45,1 milliards ou 16,0%.

### **I.5.2. Opérations sur le marché interbancaire**

L'activité sur le marché interbancaire de l'Union a été moins soutenue au mois d'avril 2006 comparativement au mois précédent. Le volume moyen hebdomadaire des opérations a baissé de 6,3% à 18,6 milliards. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période a augmenté de 21,7% pour se fixer à 76,8 milliards contre 63,1 milliards le mois précédent. Au mois d'avril 2005, l'encours moyen des prêts interbancaires était de 75,3 milliards.

Le volume moyen hebdomadaire des prêts **à un jour** a baissé, passant de 0,6 milliard en février 2006 à 38 millions en avril 2006, avec un taux moyen pondéré de 6,00% contre 3,72% en mars 2006. Un an auparavant, des transactions d'un montant de 1,2 milliard avaient été observées sur ce compartiment avec un taux de 5,24%. Sur le compartiment à **une semaine**, le volume moyen des transactions est passé de 10,7 milliards en mars 2006 à 3,1 milliards en avril, avec un taux de 4,78%. Ce taux est en hausse par rapport à celui de 4,32% enregistré le mois précédent. En avril 2005, le taux moyen pondéré sur ce compartiment était de 3,27%. Sur celui à **deux semaines**, le volume moyen hebdomadaire des prêts a baissé d'un mois à l'autre, passant de 3,5 milliards à fin mars 2006 à 4,0 milliards à fin avril 2006, le taux moyen pondéré évoluant de 5,42% en mars 2006 à 4,73% en avril 2006. Un an auparavant, des transactions d'un montant de 6,0 milliards avaient été effectuées sur ce compartiment avec un taux moyen de 4,054. D'un mois à l'autre, le volume des prêts interbancaires à **un mois** est passé de 3,6 milliards à 7,9 milliards, avec un taux moyen pondéré de 4,81%. Des transactions d'un montant hebdomadaire moyen de 2,8 milliards ont été effectuées sur le compartiment à trois mois, avec un taux moyen pondéré de 5,54% contre un volume de 1,4 milliard avec un taux de 4,00% un mois plus tôt. Les compartiments à neuf mois et un an ont été animés contrairement au mois de mars. Les volumes des transactions sont ressortis à 0,5 milliard sur le compartiment à neuf mois et 0,25 milliard sur celui à un an. Les taux se sont établis à 4,00% pour les transactions à neuf mois et à 6,00% pour les transactions à un an.

### **II.6. Évolution du marché financier régional**

Au cours du mois d'avril 2006, l'évolution des activités de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) laisse apparaître que la tendance haussière des indices boursiers et de la capitalisation s'est poursuivie sur le marché des actions. Le marché boursier a également connu un regain d'activités sur le compartiment obligataire. Les indices *BRVM<sub>10</sub>* et *BRVM composite* se sont respectivement accrus de 2,1% et de 1,6%, s'établissant à 192,24 points et 138,04 points contre 188,20 points et 135,89 points le mois précédent, enregistrant leur septième augmentation mensuelle consécutive.

---



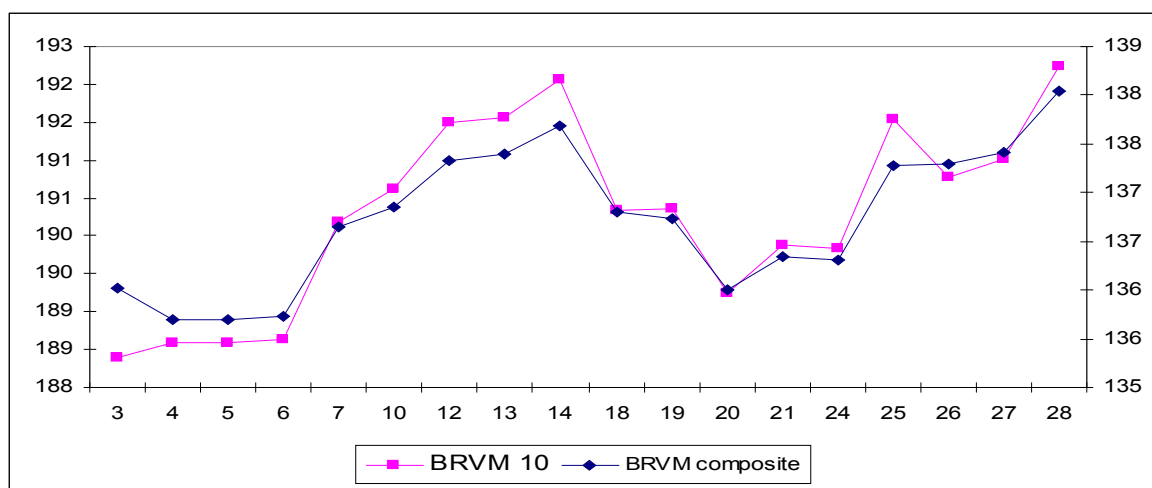
Sur l'ensemble du marché, les transactions ont porté sur 330.543 titres contre 237.179 titres échangés le mois précédent, soit une hausse de 39,4%, liée au regain d'activité enregistré sur le marché obligataire. **Sur le marché des actions**, trente-trois sociétés sur les trente-neuf inscrites ont fait l'objet de cotation en avril 2006. Le volume des transactions s'est établi à 31.758 actions contre 218.504 actions le mois précédent. Cette baisse traduit le retour à une tendance normale après les transactions exceptionnelles sur dossier portant sur 105.000 actions *CIE CI* enregistrées un mois auparavant. Les titres *SONATEL SN* et *SITAB CI*, avec respectivement 16.615 actions et 2.365 actions échangées, ont été les plus actifs.

**Sur le compartiment obligataire**, neuf des dix-huit lignes cotées ont été actives. Les opérations ont essentiellement concerné les lignes obligataires Trésor Public de Côte d'Ivoire (TPCI 6,5% 2005-2008), Etat du Sénégal 5,5% 2005-2010 et Office National des Télécommunications du Burkina Faso (ONATEL 6,65% 2005-2011) pour respectivement 263.783, 25.800 et 1.658 obligations échangées.

La **capitalisation totale du marché** est ressortie à 1.895,7 milliards contre 1.870,7 milliards à fin mars 2006. La **capitalisation du marché des actions** s'est établie à 1.589,1 milliards contre 1.564,3 milliards le mois précédent, soit une progression de 1,6%, en liaison avec la hausse des prix des titres. Les cours des actions de treize entreprises sur les trente-neuf cotées se sont appréciés, d'un mois à l'autre, tandis que ceux de onze sociétés ont baissé. Les cours des quinze titres restants sont demeurés inchangés. Comparés à leurs niveaux d'introduction en bourse, les cours des actions *SONATEL SN*, *SGB CI* et *BOA BN* ont augmenté respectivement de 308,6%, 91,5% et 26,6%. En glissement annuel, la capitalisation du marché des actions a progressé de 54,2%. Par rapport au démarrage des activités de la bourse, elle est ressortie en hausse de 90,0%.

En s'établissant à 306,6 milliards à fin avril 2006, la **capitalisation du marché obligataire** a enregistré une hausse de 0,1%. En glissement annuel, la capitalisation du marché obligataire est ressortie en hausse de 22,9%.

### Évolution des indices de la BRVM en avril 2006



---

## **II.7. Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures**

Quatre Etats membres de l'Union ont exécuté en avril 2006 des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. Il s'agit du Bénin, du Burkina, du Mali et du Niger. Au cours de la période sous revue, le montant total des tirages effectués par ces Etats auprès du FMI est ressorti à 19,9 millions de DTS ou 15,6 milliards de FCFA.



---

## **LISTE DES ANNEXES**

**ANNEXE I** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE I (suite)** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE II** - production des principales cultures vivrières

**ANNEXE III** - production des cultures d'exportation

**ANNEXE IV** - productions minières

**ANNEXE V** - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

**ANNEXE VI** - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

**ANNEXE VII** – situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

**ANNEXE VII (suite)** – situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

---